



NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

LA PARTICIPATION DES PAYS AFRICAINS AUX CHÂÎNES DE VALEURS MONDIALES FONDÉE SUR UNE MISE EN VALEUR DES PRODUITS DE BASE : LE CAS DU BOTSWANA

Par Benjamin K. Musampa

Kalenga.Ben.Musampa@USherbrooke.ca

Maîtrise en droit international et politique internationale.

*Expertise : Coopération Sud-Sud
et gouvernance des ressources naturelles.*

Spécialités : Afrique, Amérique latine

Benjamin Musampa est adjoint de recherche à l'Université Sherbrooke et au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM). Il détient un Baccalauréat spécialisé en Science politique et Études internationales de l'Université York et une Maîtrise en droit international et politique international à l'Université Sherbrooke. Son projet de fin d'étude a porté sur la relation politico-économique qu'entretient la Chine avec l'Amérique latine entre 2003 et 2013. Ses sujets de recherche portent sur la coopération Sud-Sud et la gouvernance des industries extractives et les Chaînes de valeur mondiales en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.

LES MOTS CLÉS : chaînes de valeur mondiales, ressources naturelles, Afrique subsaharienne, développement, gouvernance.

Aujourd'hui, environ 60 % du commerce mondial soit plus de 20 000 milliards de dollars se traduit par des échanges de biens intermédiaires et de services intégrés à divers stades du processus de production de biens et services destinés à la consommation finale. Ainsi, les diverses gammes d'activités passant de la recherche-développement (R-D) au transport et à la vente¹, sont exécutées par des firmes transnationales (FTN)² localisées à divers endroits de la planète. Ces mécanismes de réseaux sans frontières sont appelés chaînes de valeurs mondiales (CVM). Leurs développements furent favorisés par les réformes des politiques commerciales exercées par les États³ et les progrès technologiques ayant entraîné la réduction des coûts de télécommunications et des moyens de transports, facilitant ainsi l'accès aux ressources et au marché par les FTN.

Depuis quelques années maintenant, l'OCDE, l'OMC et la CNUCED font le plaidoyer d'une participation plus inclusive des pays en développement, notamment d'Afrique sub-saharienne, au sein des CVM afin d'accélérer leurs transformations structurelles. Toutefois, il y a lieu de croire que dans leurs premières phase de redéploiement industriel, plusieurs États africains seront cantonnés à l'extrémité la moins sophistiquée de la gamme technologique (aliments et boissons, produits métalliques, textiles et vêtements) plutôt que dans la fabrication des hautes technologies (métaux et machines électroniques, automobiles)⁴.

Étant donné l'apport considérable des ressources naturelles dans l'économie de nombreux pays africains, notamment au Botswana avec l'industrie du diamant, il y a lieu de s'interroger comment les produits de base peuvent être mobilisés afin d'engendrer une croissance économique durable et diversifiée. Pour répondre à cette question, le présent travail, dressera, tout d'abord, un panorama des grandes tendances structurant la conjoncture économique actuelle du continent. Ensuite, nous traiterons des modalités d'intégration des pays africains dans les chaînes de valeurs mondiales fondée sur une mise en valeur des

ressources naturelles afin d'accélérer le processus de transformation structurelle des économies africaines, en prenant pour étude de cas le Botswana.

LE MIRACLE AFRICAIN ? ENTRE AFRO-OPTIMISME ET AFRO-PRAGMATISME

Plus que jamais, le continent africain occupe une place importante au sein de la mondialisation. Ouvert au monde, au commerce international ainsi qu'à la globalisation, le continent africain a affiché au cours de la dernière décennie une croissance de l'ordre de 6 %⁵. Entre 2013 et 2014, cette croissance s'est hissée respectivement à 4,8 % et 5,3 %⁶. Au courant de cette même période, on a pu observer une hausse considérable du prix des produits de base (agricoles, miniers, énergies) et des activités connexes stimulées par une forte demande en provenance des économies émergentes telles que la Chine, l'Inde et le Brésil. En effet, le continent africain abrite environ 12 % des réserves mondiales de pétrole, 42 % des réserves d'or, entre 80 et 90 % des réserves de métaux du groupe du chrome et du platine, 60 % des terres arables et de vastes ressources en bois⁷. Cette donne a largement contribué à l'accroissement du commerce et de l'investissement Sud-Sud tout en favorisant les possibilités d'interaction avec les CVM. Cette conjoncture a eu pour effet positif d'accroître les devises et les recettes publiques des États africains concernés.

En dépit des taux de croissance élevés enregistrés par les pays d'Afrique exportateurs de ressources naturelles juxtaposés à une légère transformation structurelle, la plupart de ces économies ne parviennent toujours pas à transformer cette forte croissance en développement économique et social à l'échelle continentale. Cette difficulté relève, particulièrement, de la modeste participation de l'industrie dans les pays africains. Ainsi, la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans le PIB n'a fait que se réduire depuis 2000. Évaluée à 12,8 % à cette période, elle ne comptait que pour 10 % en 2012 à l'échelle continentale tandis qu'au niveau mondial, elle ne constituait que 1 % en 2012⁸.

Par ailleurs, quatre facteurs ont favorisé le recul des États africains en matière d'industrialisation soient : une forte dépendance des pays africains envers la rente d'exportation tirée des matières premières ; l'absence de vision en matière de politique agricole ; et le manque d'investissement dans les technologies

1. <http://web.apec-econ.ca/private-files/publications/195/file/%7BD44F2684-AC0A-48AB-B76B-1F44D841F48B%7D.pdf>

2. http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/M-_Rioux_-_Theories_FMN.pdf

3. <http://www.oecd.org/fr/sti/ind/economies-interconnectees-CVM-synthese.pdf>

4. Jacquemot, 2013

5. http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Rapport_annuel_2013.pdf

6. http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/unera_report_final_french_web.pdf

7. Supra 6

8. Supra 4

reliées à l'industrialisation. Également, la modeste participation des économies africaines dans l'industrie fut exacerbée par l'essor des nouveaux partenaires du Sud qui constituent des risques majeurs en termes de concurrence déloyale, reprivatisation et d'asymétrie pour les économies africaines. Simultanément, les économies émergentes réduisent la capacité des États africains à effectuer une montée en gamme de leurs produits en raison de leurs faibles coûts de production, leurs économies d'échelles et leurs technologies avancées⁹.

Ainsi, on fait état d'une timide participation des économies africaines dans les CVM passée de 1.4 % en 1995 à 2.2 % en 2011. Conscient de ce fait, il est vivement recommandé aux économies africaines de participer plus activement aux chaînes de valeurs mondiales en intégrant des secteurs d'activités plus productifs devant favoriser la transformation structurelle tout en évitant de rester confiner dans les activités à faible valeur ajoutée

LA PARTICIPATION AUX CHAÎNES DE VALEURS MONDIALES FONDÉE SUR L'EXPLOITATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES : ENTRE PRAGMATISME ET OPTIMISME

Selon, un rapport de la BAD¹⁰, la participation des économies africaines dans les CVM s'inscrit selon dans une perspective de transformation structurelle et de développement durable. Afin de favoriser leurs participations aux chaînes de valeurs des conditions préalables doivent être remplis, notamment un climat des affaires propices aux flux commerciaux et d'investissements, le développement d'infrastructures et des capacités mais également dans les nouvelles technologies de transport. La CNUCED soutient également que la facilitation des flux commerciaux et d'investissements est capitale pour évoluer dans les CVM puisque les biens traversent les frontières à plusieurs reprises renforçant ainsi les capacités productives pour l'exportation¹¹.

Les économies africaines au même titre que les autres PED doivent répondre à ces conditions préalables afin de garantir une participation effective aux CVM. Néanmoins, on constate qu'il est dorénavant plus facile pour les États africains de participer à ces réseaux de production mondiales sans avoir à créer des industries. Ainsi, ils peuvent se contenter de créer une partie de la CHAÎNE de valeur d'un produit donnée sans nécessairement disposer de toutes

les capacités en amont¹². Par ailleurs, il y a nécessité pour les pays africains d'accélérer leur transformation structurelle en adoptant des modèles de croissance allant au-delà de l'exploitation minière de sorte à générer des emplois à haute valeur ajoutée. Pour se faire, ils devront effectuer en aval une réallocation des ressources humaines et financières vers des activités nouvelles et plus productives se greffant aux CVM tels que la logistique, la livraison de services (bureaux d'études, les services engineering, etc...), ainsi que la Recherche et Développement (R-D) afin d'accroître leurs valeurs productives.

À cet effet, l'Afrique du Sud, grand centre régional dans l'industrie minière est parvenu au fil des ans à développer une solide expertise dans l'offre de produits (locomotives souterraines, équipement hydro-électrique, pompes submersibles) et services (prospection, services géologiques) miniers. Selon le *South African Capital Equipment Export Council*, en 2011, l'exportation d'équipements miniers représentaient 55 % des biens d'équipements à l'échelle nationale¹³. Ces produits miniers Sud-Africains constituent une valeur sûre pour le pays puisque les firmes minières transnationales et leurs fournisseurs utilisent généralement peu d'intrants locaux¹⁴, se limitant essentiellement à la main-d'œuvre et aux produits généraux. Plus concrètement, la prochaine section fera état des mesures prises par le gouvernement Botswanais afin de favoriser sa montée en gamme au sein de la CHAÎNE de valeur mondiale du diamant.

LE MODÈLE BOTSWANAIS ?

Le Botswana est un pays économiquement ouvert, abondant en ressources naturelles, particulièrement avec ses réserves de diamant dont il est le deuxième producteur mondial. Ainsi, la mise en valeur des ressources de diamant par le Botswana constitue un exemple de montée en gamme au sein des chaînes de valeurs mondiales. À cet effet, un centre diamantaire, également appelé *Diamond Hub*, œuvrant pour le développement d'activité à valeurs ajoutée, tels, la taille des diamants et la fabrication des bijoux fut établi donnant lieu à la relocalisation du *Diamond Trading Company*, une branche de la firme De Beers, de Londres à Gaborone¹⁵. Ainsi, la récente entente conclut en 2012 entre la firme De Beers, installée dans ce pays depuis plus de quarante ans, et le Botswana lui per-

9. Hugon, 2013

10. Supra 5

11. http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2013overview_fr.pdf

12. http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/Thematic_Edition/Edition_Thematique_FR_web.pdf

13. Supra 6

14. Supra 6

15. Supra 12

met désormais de réserver une partie de sa production de diamant à la transformation locale, donnant lieu à des emplois de qualités et une diversification vers des activités en aval dans le secteur diamantifère¹⁶. Par ailleurs, le développement économique de ce pays repose essentiellement sur sa capacité à favoriser une gestion responsable et saine des dépenses publiques durant les périodes de boom minier. Le surplus de la manne obtenue durant ces périodes fut acheminé vers les réserves de change afin de favoriser l'épargne publique et les surplus budgétaires¹⁷.

Il y a lieu de penser que le *success story* du Botswana est également lié aux nombreuses mutations au sein du marché mondial du diamant dominé par un nombre restreint de firmes dont la pionnière Sud-Africaine De Beers suivi par les plus récentes, la Russe Alrosa et l'Anglo-Australien Rio Tinto. Sous l'impulsion de la mondialisation, s'opère désormais une transformation au sein de l'industrie tel qu'observé par le partage progressif du pouvoir des grands centres de décision et de négoce comme New York, Londres et Tel Aviv avec des villes émergentes comme Mumbai, Hong Kong, Dubai, Shanghai, Tokyo et Gaboronne¹⁸. Cette mondialisation du marché des diamants relève de nombreux facteurs dont : l'accroissement de l'offre à travers la découverte de nouveaux gisements dans plusieurs pays de l'OCDE (Canada, Australie), complétant ainsi ceux déjà exploités en Afrique¹⁹; l'apparition de nouveaux opérateurs comme Rio Tinto, BHP Billiton et la Russe Alrosa, faisant ainsi la concurrence au géant De Beers; enfin, la restructuration de l'offre diamantaire entre filière de luxe, filière de masse et une production de diamant à des fins industrielles²⁰. Toutefois, il y a lieu de reconnaître que les perspectives que présentent ces récentes mutations au sein de l'industrie du diamant pour les pays producteurs ne sont pas représentatives du constat généralisé qu'une poignée d'entreprises techniquement et financièrement dominantes contribuent à rendre les industries africaines naissantes dépendantes au sein des chaînes de valeurs mondiales.

À cet effet, le Botswana réuni toutes les conditions afin de participer profitablement aux chaînes de valeurs mondiales. Selon le rapport *Ease of Doing Business Index 2014* produit par la Banque Mondiale, le Botswana occupe la 56th place sur les 189 pays

analysés²¹. Il s'agit d'une amélioration de 9 places comparativement à l'année précédente. Cette tendance exprime une amélioration du climat des affaires propice aux flux commerciaux et d'investissements. Egalement, le Botswana, pays enclavé, se démarque à travers le développement de ses infrastructures routières et l'expansion de son réseau ferroviaire devant faciliter l'exportation du charbon vers la Namibie. Ainsi, les infrastructures routières et ferroviaires couvrent respectivement 18,482 km en routes et 971 km en voies ferrées²². En matière de nouvelles technologies de transport, le bilan est plutôt positif, même si des progrès doivent être effectués afin de moderniser le système de transport de sorte à être plus efficace et créer des opportunités de diversification des exportations.

Conscients de cette vulnérabilité envers la volatilité des prix mondiaux du diamant, le Botswana a mis en place des mesures pour diversifier son économie. Parmi elles, l'*Economic Diversification Drive (EDD)*. Cette politique vise à valoriser d'autres industries, particulièrement le charbon dont les ressources estimées à environ 200 milliards de tonnes constituent désormais une priorité pour le Botswana ainsi qu'un substituant aux revenus du diamant²³.

RECOMMANDATION

Ainsi, les exemples de l'Afrique du Sud et du Botswana démontrent qu'une participation au sein des chaînes de valeurs mondiales fondée sur une mise en valeur des ressources naturelles peut contribuer à l'accélération de la transformation structurelle. Cette approche pourrait valoir pour un plus grand nombre de pays africains regorgeant de ressources agricoles, extractives et énergétiques. Ainsi, l'exploitation de ces matières premières dans une perspective de développement durable constitue la solution pour conjuguer croissance économique et développement humain à l'échelle du continent. À l'instar du Botswana, les États africains doivent adopter une gestion responsable des ressources du sous-sol africain en favorisant la transparence et un régime fiscal rigoureux de la rente ainsi que des partenariats Public-Privé (PPP) équitables. Cela permettrait de rendre les économies africaines plus compétitives tout en offrant des débouchés d'emplois rémunérateurs.

16. Supra 12

17. https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/world_trade_report10_f.pdf

18. Giard, 2014

19. Supra 18

20. Supra, 18

21. <http://www.doingbusiness.org/~media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Annual-reports/English/DB14-Full-Report.pdf>

22. <http://www.kpmg.com/Global/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/botswana-mining-guide.pdf>

23. Supra 16

Toutefois, afin de dynamiser les économies africaines, il est nécessaire d'encourager le développement d'entrepreneurs locaux, composante cruciale, si ces pays souhaitent obtenir un rôle plus accru au sein des CVM. Les États africains peuvent inciter ce développement entrepreneurial en créant un fonds de garantie pour l'accès au financement des PME ; favorisant l'attractivité de leurs activités exportatrices et de sous-traitance mais également en favorisant le développement de compétences managériales. Par ailleurs, la montée en gamme des pays africains abondants en ressources naturelles passe également par une approche systémique de leurs politiques industrielles et technologiques. Cela sous-entend la mise de synergies entre les industries, les instituts de recherches et les universités. Cette approche systémique donnera lieu aux initiatives de R-D devant permettre la diffusion technologique au sein des industries africaines et la transformation progressive de leurs ressources naturelles au niveau local.

CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous avons rendu compte d'une faible participation des économies africaines aux chaînes de valeurs mondiales. D'autre part, on a pu enregistrer de fort taux de croissance au sein de pays africains dotés de ressources naturelles (agricoles, miniers, énergies), essentiellement, en raison d'une forte demande en provenance des économies émergentes telles que la Chine, l'Inde et le Brésil. Ainsi, notre analyse a mis en exergue les bienfaits d'une participation des pays Africains aux chaînes de valeurs mondiales fondée sur une valorisation des produits de base. Par ailleurs, en analysant le cas du Botswana et son industrie du diamant, nous avons conclu qu'une participation bénéfique des États rentiers africains aux chaînes de valeurs mondiales devrait reposer sur une gestion responsable des ressources de leurs sous-sols en favorisant la transparence et un régime fiscal rigoureux de la rente ainsi que des partenariats Public-Privé (PPP) équitables. De telles initiatives permettraient de rendre les économies africaines plus compétitives tout en offrant des débouchés d'emplois rémunérateurs. Ainsi, les États africains souhaitant évoluer dans les chaînes de valeurs mondiales et régionales ne peuvent plus se contenter d'accomplir leurs tâches régaliennes mais se doivent d'intervenir stratégiquement dans le système économique afin de promouvoir l'attraction d'entreprises créatrices de nouveaux emplois, le respect de la concurrence, l'émergence de nouvelles classes entrepreneuriales tout en maintenant la cohésion sociale²⁴.

24. http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2013/07/TA_NAP_8_-Maladie-Hollandaise.pdf

BIBLIOGRAPHIE

- APEC, 2011, Notre impact sur le reste du monde : rôle du Canada atlantique dans les chaînes de valeur mondiales. <http://web.apec-econ.ca/private-files/publications/195/file/%7BD44F2684-AC0A-48AB-B76B-1F44D841F48B%7D.pdf> (En ligne)
- BAD, 2014. Rapport annuel 2013 http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Rapport_annuel_2013.pdf (En lignr)
- BAD, CEA, OCDE, PNUD, 2013. Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique. http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/unera_report_final_french_web.pdf (En ligne)
- BAD, CEA, OCDE, PNUD, 2014, Les chaînes de valeurs mondiales et l'industrialisation de l'Afrique. http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/Thematic_Edition/Edition_Thematique_FR_web.pdf (En ligne)
- CNUCED, 2013, Rapport sur l'investissement dans le monde 2013. Les chaînes de valeurs mondiales : L'investissement et le commerce au service du développement. http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2013overview_fr.pdf (En ligne)
- GIARD, D, 2014, La mondialisation du marché des diamants, Documentation photographique n°8098, p. 36
- HUGON, P. 2013, Géopolitique de l'Afrique, 3e Edition, Paris, Armand Colin, 127pp.
- JACQUEMOT, P. 2013, Economie politique de l'Afrique contemporaine, Paris, Armand Colin, 455pp.
- KPMG, 2014, Botswana country mining guide. <http://www.kpmg.com/Global/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/botswana-mining-guide.pdf> (En ligne)
- NZINZI, G, 2013, Maladie hollandaise, un problème d'ajustement : Le cas du Congo, NAP n° 8 – 31 juillet 2013, Thinking Africa. http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2013/07/TA_NAP_8_-Maladie-Hollandaise.pdf (En ligne)
- OCDE, 2013, Economies interconnectées : Comment tirer parti des chaînes de valeurs mondiales. <http://www.oecd.org/fr/sti/ind/economies-interconnectees-CVM-synthese.pdf> (En ligne)
- OMC, 2010, Rapport sur le commerce mondial 2010. Le commerce des ressources naturelles. https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/world_trade_report10_f.pdf (En ligne)
- RIOUX, M. 2012, Théories des firmes multinationales et des réseaux économiques transnationaux, Cahier de recherche CEIM. http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/M_-Rioux_-_Theories_FM_N.pdf (En ligne)
- WORLD BANK, 2014, Doing business 2014. Understanding regulations for small and Medium-Size Enterprise. <http://www.doingbusiness.org/~media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Annual-reports/English/DB14-Full-Report.pdf> (En ligne)